

Par le Centre d'études stratégiques de l'Afrique

1 décembre 2025

Le recours sans précédent à la violence contre les partisans de l'opposition et les citoyens ordinaires a brisé l'image de la Tanzanie en tant qu'îlot de stabilité et défenseur de l'État de droit. La résolution de cette crise nécessitera une médiation active de haut niveau.



La police tanzanienne impose une fermeture sans précédent des transports, des marchés, de l'internet et des journaux dans tout le pays.

Dans un climat d'intimidation permanente et d'accès extrêmement limité à l'information, la Tanzanie continue de se remettre de la répression violente sans précédent menée par le gouvernement de la présidente Samia Suluhu Hassan contre les manifestants et les citoyens ordinaires à l'occasion des élections du 29 octobre. Cette violence s'est accompagnée d'un couvre-feu imposé par le gouvernement et d'une fermeture des transports, des marchés, d'internet et des journaux, une première dans le pays depuis son indépendance.

Les Tanzaniens ont déjà connu des crises, mais jamais d'une telle intensité ou ampleur.

Les manifestations ont commencé le matin de l'élection, au cours de laquelle les principaux candidats de l'opposition n'ont pas été autorisés à se présenter et pendant laquelle la plupart des bureaux de vote sont restés calmes, les électeurs ayant boycotté le scrutin. Des chants de « Hatutaki CCM ! » (nous ne voulons pas de Chama Cha Mapinduzi) ! » ont retenti dans certaines zones. La police a ensuite tiré à balles réelles sur la foule, amplifiant à la fois la peur et la colère face à l'intervention musclée du gouvernement.

De nombreuses personnes ont été abattues dans leur quartier, sur les marchés et même dans leur maison. Alors même que les familles cherchaient les corps de leurs proches, plus de 200 jeunes ont été accusés de trahison.



La police tanzanienne disperse les manifestants à Dar es Salaam le 29 octobre 2025.

Le principal parti d'opposition, Chama Cha Demokrasia na Maendeleo (Chadema), a déclaré que pas moins de 800 personnes avaient été tuées au cours des trois premiers jours des manifestations. Des sources diplomatiques et des militants de la société civile avancent en privé le chiffre de plusieurs milliers. De nombreux rapports font état de corps empilés dans les hôpitaux, non seulement à Dar es Salaam, mais aussi le long de la côte, à l'intérieur du pays, au nord comme au sud. S'il est confirmé, ce bilan dépasserait les pertes subies par la Tanzanie lors de l'invasion du pays par le dictateur ougandais Idi Amin en 1978, puis lors du renversement de son régime par la Tanzanie en 1979. Pour souligner cette comparaison, les manifestants ont inventé l'expression « Idi Amin Mama », assimilant ainsi Suluhu à Amin.

De nombreux rapports suggèrent que des mercenaires étrangers venant des pays voisins, qui ne parlaient pas correctement le kiswahili, ont participé aux attaques. Les allégations d'une collusion potentielle entre gouvernements voisins font écho à une tendance croissante d'emprisonnements, d'enlèvements et de torture d'activistes kenyans, ougandais et tanzaniens à travers toute la région. Ces activistes font preuve de solidarité et offrent des services juridiques à des collègues poursuivis pour ce qu'ils considèrent comme des accusations à motivation politique.

Suluhu a été déclarée vainqueur le 1er novembre avec 98 % des voix et un taux de participation de 88 %. Les résultats annoncés vont à l'encontre des conclusions de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) qui a déclaré que l'élection avait été marquée par une participation « très faible », des « irrégularités massives », des bourrages d'urnes, des intimidations et des brutalités policières. La SADC a conclu que le scrutin n'avait pas été conforme à ses principes démocratiques. Les observateurs de la SADC ont eux-mêmes été harcelés à Tanga et contraints de supprimer des preuves. L'Union africaine (UA) a été plus cinglante : elle a constaté une faible participation dans

tous les bureaux de vote, plusieurs bureaux vides, des preuves de tactiques d'intimidation généralisées, des enlèvements pré-électorales et l'expulsion d'observateurs pendant le dépouillement dans certains bureaux de vote. L'UA a également noté que les institutions de la Tanzanie étaient « inadéquates pour faire face aux défis à l'intégrité de l'élection », l'évaluation la plus sévère de mémoire récente.

Même le Congrès national africain (ANC) d'Afrique du Sud, allié fidèle du CCM, a confirmé qu'il n'avait pas pu observer le scrutin en raison d'une « rupture des communications ». La mission d'observation de l'Union européenne a estimé que les élections n'étaient « ni libres ni équitables ».

Bon nombre de Tanzaniens décrivent les événements par la phrase « Msiba Mkuu ya Taifa letu Tunaiyopenda (La grande catastrophe nationale qui a frappé la nation que nous aimons tant) ».

L'accès du public à la cérémonie d'investiture de Suluhu, le 3 novembre, a été restreint. Au lieu de la cérémonie publique traditionnelle au stade Uhuru de Dar es Salaam, l'investiture s'est déroulée dans les locaux militaires isolés de Dodoma.

Selon la Constitution de la Tanzanie, les résultats des élections ne peuvent être contestés devant les tribunaux.

Plutôt que de le légitimer, la mainmise du gouvernement sur le processus électoral a plongé le pays dans une situation extrêmement instable.

Les répercussions des actions effrontées du gouvernement visant à garantir les résultats électoraux souhaités sont toutefois loin d'être terminées. La mainmise du gouvernement sur le processus électoral, plutôt que de le légitimer, a plongé le pays dans une situation extrêmement instable. C'est un terrain inconnu pour une société qui jouit depuis longtemps d'une réputation de tolérance politique et de leadership éthique et centré sur le peuple, comme l'illustre Mwalimu Julius Kambarage Nyerere, le père fondateur vénéré de la nation.

Pour certains, cela marque la « perte de l'innocence » de la Tanzanie. Une nation profondément respectée dans la région en tant que modèle de civilité politique qui reflète aujourd'hui la répression qui caractérise de ses voisins.

UNE CRISE DE LONGUE HALEINE

Même si elles ne sont pas toujours affichées, les valeurs et les pratiques héritées de l'ère Nyerere ont toujours guidé les actions du CCM dans les moments critiques et l'ont distingué de ses pairs qui recourent volontiers à la violence comme outil politique. Si le CCM est au pouvoir en Tanzanie depuis l'union du Tanganyika et de Zanzibar en 1964, l'opposition a obtenu 40 % des voix à la présidentielle et 45 % des sièges au Parlement en 2015.

De 2016 à 2020, sous la présidence de John Magufuli, la Tanzanie a cependant changé radicalement de visage. Les rassemblements publics ont été interdits pour « réprimer sans pitié les auteurs de troubles ». Le parlement dominé par le CCM lui a accordé des pouvoirs plus vastes sur la société civile et le commerce, a interdit les retransmissions en direct des réunions du parlement et a adopté des lois fermant les médias. Les passeports des journalistes et des militants ont été confisqués et leur citoyenneté remise en question, ce qui était sans précédent en Tanzanie.

En 2017, les enlèvements et les meurtres de critiques du gouvernement, jusqu'alors inconnus, ont commencé à ébranler le pays. La détention et de l'assassinat du journaliste Azory Gwanda, de Daniel John et Godfrey Luena de Chadema, et de la torture du critique Mdude Nyagali sont particulièrement notables. En 2017, une tentative d'assassinat du principal candidat de l'opposition, Tindu Lissu, l'a laissé criblé de 17 balles. Lorsque les chefs religieux ont condamné ces violences, leurs institutions ont été menacées de fermeture.

Cette tendance s'est poursuivie à l'approche des élections de 2020, laissant les partis de l'opposition dans l'impossibilité de battre campagne. La présidence a prévenu que les manifestants seraient « battus comme des chiens errants », tandis que Magufuli déclarait : « Laissez-les manifester et ils verront qui je suis ». Le CCM avait obtenu 84 % des voix, soit un bond de 30 points par rapport à 2015.

Lorsque Suluhu a pris ses fonctions après la mort de Magufuli en 2021, elle a d'abord inversé de nombreuses politiques répressives, débloqué des rassemblements, invité des exilés comme Lissu à regagner le pays et lancé des réformes. Le cycle électoral de 2025 a donc été considéré comme un test pour les normes politiques concurrentes en Tanzanie. Le CCM reviendrait-il à ses pratiques de modération établies de longue date ou adopterait-il les tactiques de Magufuli comme une nouvelle norme ?

Les élections locales de novembre 2024 ont servi de première alerte. Après avoir exclu les candidats de l'opposition, le CCM a remporté les élections pour les postes de gouverneur avec une écrasante majorité. Ces élections ont été ponctuées par le meurtre d'Ali Mohamed Kibao, du Chadema, qui a été enlevé, torturé et aspergé d'acide – une violence que Suluhu a vite condamnée. Néanmoins, selon la Tanganyika Law Society, plus de 100 enlèvements ont eu lieu sous le mandat de Suluhu.

La trajectoire de la campagne présidentielle de 2025 a suivi le même chemin. Les principaux candidats de l'opposition – Tundu Lissu du Chadema et Luhaga Mpina de Chama cha Wazalendo (ACT-Wazalendo) – ont été exclus du scrutin en avril et en août, respectivement. Lissu a été emprisonné et accusé de trahison pour avoir demandé des réformes électorales. Il risque la peine de mort. Mpina a été disqualifié pour avoir refusé de signer un code électoral qui omettait les amendements constitutionnels visant à uniformiser les règles du jeu. L'adjoint de Lissu, John Heche, a été arrêté à son arrivée au procès pour trahison de Lissu, quelques jours après avoir été empêché en octobre de se rendre au Kenya pour les funérailles du défunt Premier ministre kenyan, Raila Odinga.

Toutes les contestations juridiques relatives à l'inégalité des règles électorales ont été ignorées, préparant ainsi le terrain pour la catastrophe d'octobre 2025. Même de hauts responsables du CCM ont été ciblés. Quelques semaines avant le scrutin, l'ambassadeur Humphrey Polepole, membre du CCM et ancien responsable de l'idéologie du parti, a été enlevé après avoir démissionné de son poste d'ambassadeur à Cuba et critiqué les tactiques draconiennes de Suluhu. La sollicitation directe de sa mère au président Suluhu – « S'il est vivant, amenez-le-moi. S'il ne l'est pas, ramenez-moi son corps et laissez-moi enterrer mon enfant moi-même » – traduit parfaitement l'état d'esprit national. Polepole et sa sœur sont toujours portés disparus.

LES RACINES STRUCTURELLES DU MÉCONTENTEMENT PUBLIC

La corruption est un problème chronique en Tanzanie depuis des décennies. Nyerere avait prévenu en 1995 que « les Tanzaniens sont fatigués de la corruption et veulent voir des changements ; s'ils ne les obtiennent pas au sein du CCM, ils les obtiendront en dehors du CCM ».

La colère de l'opinion publique à l'égard du CCM n'a cessé de croître en raison de la corruption et de l'aggravation des inégalités économiques. La décision de Suluhu de confier les opérations portuaires clés de Dar es Salaam à DP World, basé à Dubaï, en 2023, a suscité l'indignation et des manifestations, les premières depuis l'ère Magufuli. Les usagers des transports publics dénoncent depuis longtemps les retards de livraison et le mauvais fonctionnement du système de transport, qu'ils imputent à la corruption. L'attribution du Bus Rapid Transit System (BRTS) à une autre entreprise de Dubaï a suscité une colère similaire et de nouvelles manifestations en septembre 2025 lors desquelles les manifestants scandaient : « Tuez-nous, tuez-nous, nous ne voulons pas du CCM ».

La capacité réduite du CCM à restreindre l'exécutif a contribué au sentiment croissant d'impunité. Des purges internes sans précédent sous Magufuli, qui avait été surnommé le « bulldozer », et ensuite sous Suluhu, ont aggravé les factions au sein du parti, certains dissidents étant qualifiés de « wasaliti (traîtres) » et soumis à des sanctions par le redouté comité de sécurité du parti. Historiquement, les anciens du CCM, un groupe de présidents, vice-présidents et premiers ministres tanzaniens et zanzibariens à la retraite, fournissent un contrôle interne indépendant du comité central du CCM.

Fatma Karume, fille de l'ancien président zanzibarien Amani Abeid Karume et petite-fille du leader fondateur de Zanzibar, se souvient que le successeur de Nyerere, Ali Hassan Mwinyi, a subi les critiques acerbes de Nyerere au sein du Comité central. Le successeur de Mwinyi, Benjamin Mkapa, a essuyé les mêmes critiques de la part de Nyerere, de Mwinyi et de l'ancien président de Zanzibar, Salmin Amour, et ainsi de suite.

Les anciens ont tenu les dirigeants du CCM responsables, instauré une tradition de transfert du pouvoir et de respect des limites de mandat. Jenerali Ulimwengu, un ancien membre du comité central, raconte comment ils avaient dissuadé Mwinyi de briguer un troisième mandat : « Nyerere aurait dit à Mwinyi : N'écoute pas ces hooligans ». « Ils veulent que tu restes, non pas parce qu'ils t'aiment, mais parce qu'ils veulent eux-mêmes rester. Je vous ai passé le témoin en 1985 et en 1995, vous devez le passer à quelqu'un d'autre, point final ».



Des policiers tanzaniens en civil et en uniforme patrouillent les rues de Dar es Salaam.

Au fil des ans, les anciens ont été remplacés par un comité plus restreint, responsable devant le président du CCM, qui exerce également les fonctions de président de la Tanzanie. Ce changement a étouffé la concurrence et a permis à l'exécutif de choisir les membres du comité central et d'influencer directement la sélection des candidats parlementaires, éliminant ainsi les contraintes au sein du parti. Cette concentration du pouvoir a permis à Suluhu de revendiquer le titre de candidat du CCM pour le scrutin de 2025 sans avoir recours à un véritable scrutin primaire au sein du parti, ce qui constitue une rupture importante avec les pratiques antérieures. Cette situation a suscité la colère de certains membres du CCM, d'autant plus que Suluhu avait accédé à la présidence après le décès de Magufuli et non à la suite d'une nomination du CCM.

La Tanzanie est également confrontée à des divisions fondamentales au sein de son secteur de la sécurité. La police tanzanienne est la plus grande force de sécurité du pays avec 45 000 policiers et elle assure la sécurité intérieure. Elle comprend l'unité Field Force, responsable du contrôle des foules et des émeutes, le département des enquêtes criminelles, qui s'occupe des crimes graves et des enquêtes, et l'unité spéciale anti-vol et anti-stupéfiants, qui se concentre sur le crime organisé. Les policiers sont soutenus par le Service tanzanien de renseignement et de sécurité. Alors que les contraintes pesant sur l'exécutif de la Tanzanie se sont affaiblies depuis 2015, ces services sont devenus de plus en plus politisés, certains d'entre eux étant impliqués dans des enlèvements et dans le recours croissant à la violence contre les opposants politiques. Ces forces sont également considérées comme responsables des violences électorales de 2025.

La Force de défense populaire de la Tanzanie (TPDF), forte de 23 000 hommes, se concentre essentiellement sur les menaces extérieures. Elle jouit depuis longtemps d'une réputation de professionnalisme, de compétence et de modération. Les rapports indiquent que les manifestants fuyant la répression des autres services de sécurité se sont tournés vers l'armée pour être protégés, y compris vers les unités déployées à Dodoma, Dar es Salaam, Mbeya, Arusha, Iringa, Morogoro, Tanga, Mwanza, Shinyanga et dans d'autres villes, servant effectivement de refuge pour les citoyens craignant la violence. La TPDF n'aurait pas été consultée au sujet du déploiement de forces irrégulières venant des pays voisins en Tanzanie pour aider dans la répression des manifestations. Ces graves divergences internes continuent de diviser le secteur de la sécurité du pays.

PERSPECTIVES POUR L'AVENIR

Les Tanzaniens ont déjà connu des crises, mais jamais d'une telle intensité ou ampleur. Le CCM avait, par le passé, atténué ces crises en adhérant aux règles coutumières héritées du président Nyerere : la tolérance pour les désaccords internes, la concurrence politique et l'accent mis sur les options économiques pour les pauvres. L'engagement envers ces principes et les valeurs nationales partagées ont contribué à maintenir la stabilité. À l'école idéologique de Kivukoni, aujourd'hui connue sous le nom de Mwalimu Nyerere Memorial Academy (MNMA), les membres du parti apprennent qu'une opposition dynamique est essentielle à la redevabilité et au renouvellement du parti au pouvoir. Ils découvrent aussi les efforts déployés par Nyerere pour soutenir les partis d'opposition après son départ du pouvoir en 1985.

Le premier test majeur s'était produit en 2001, lorsque la police avait violemment réprimé les manifestations qui avaient éclaté à Zanzibar après les élections controversées de 2000. Les violences avaient fait environ 35 morts et 600 blessés et avaient contraint des milliers de personnes à fuir à l'étranger, une première en Tanzanie.

Huit mois de négociations avaient abouti à un accord de réconciliation politique, le « Muafaka », à un gouvernement d'unité entre le CCM et le Civic United Front (CUF), à des réformes et à une enquête indépendante sur les violences. Lorsque les tensions avaient ressurgi, la respectable Fondation Mwalimu Nyerere s'était associée au Centre africain pour la résolution constructive des conflits (ACCORD) d'Afrique du Sud pour réunir les parlementaires du CCM et du CUF. Ils avaient été rejoints par des négociateurs de l'ANC d'Afrique du Sud, des conseillers de Nyerere et de Mandela, et d'autres personnalités de premier plan, dont le juge en chef adjoint d'Afrique du Sud de l'époque, Pius Langa, et l'ancien Premier ministre tanzanien et secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), Salim Ahmed Salim.

Le président Benjamin Mkapa s'était félicité de cette médiation et avait envoyé les plus hauts responsables de son administration. Il avait ensuite assumé l'entière responsabilité pour la crise, la qualifiant de point le plus bas de sa présidence et exprimant publiquement ses regrets.

La crise actuelle pourrait s'appuyer sur cet héritage pour entreprendre un dialogue national inclusif. La Tanzanie possède des caractéristiques uniques pour faciliter un processus de ce genre. Tout d'abord, grâce à des politiques datant de l'époque de l'indépendance, l'ethnicité n'est pas un facteur de gouvernance comme elle l'est dans de nombreux pays voisins. Les Tanzaniens peuvent donc se concentrer sur les questions qui les divisent. Deuxièmement, les forces armées ont fait preuve de professionnalisme et de retenue, tout en préservant la confiance des citoyens, ce qui a permis de créer un environnement sûr pour un dialogue national. Troisièmement, la Tanzanie compte des personnalités respectées, telles que Joseph Butiku, directeur exécutif de la Fondation Mwalimu Nyerere et ancien conseiller principal du président Nyerere, Paul Kimiti, Joseph Sinde Warioba, Maria Kamm, Gertrude Mongella, Salim Ahmed Salim et bien d'autres, qui peuvent inciter la présidente Suluhu à apaiser les tensions et permettre à la Tanzanie de traverser cette crise. Les leaders religieux de Tanzanie – chrétiens, musulmans, hindous et baha'is – sont également très respectés et neutres, et pourront poursuivre leur rôle dans la négociation d'un nouvel accord Muafaka.

Un mécanisme de négociation tanzanien reconfiguré pourrait également tirer des leçons de la médiation de la crise post-électorale de 2007 au Kenya, lorsque l'ambassadeur Bethuell Kiplagat et le général Lazaro Sumbeiywo avaient lancé l'initiative Concerned Citizens for Peace. L'ancien secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, le président tanzanien Benjamin Mkapa et d'autres éminents dirigeants africains s'étaient joints au processus qui avait abouti à un accord, l'accord national, qui a guidé la politique du Kenya depuis lors.

Un règlement politique viable peut s'articuler autour des éléments suivants :

- Reconnaissance des torts
- Libération des manifestants accusés de trahison
- Enquête indépendante sur les atrocités commises
- Dialogue national inclusif menant à un processus de révision constitutionnelle
- Réformes institutionnelles, judiciaires et électorales

Compte tenu de la gravité de la crise et de la rupture de confiance avec les citoyens, cette crise ne peut être résolue par le CCM seul. Outre les personnalités tanzaniennes respectées, la SADC et l'UA peuvent désigner un groupe de contact de haut niveau pour travailler avec elles. L'ancien président sud-africain, Thabo Mbeki, qui s'est récemment rendu en Tanzanie pour rendre hommage aux combattants de l'ANC qui y sont enterrés, jouit du respect de toutes les parties et pourrait jouer un rôle essentiel dans ce processus. Les partenaires internationaux de la Tanzanie peuvent donner une impulsion en apportant leur soutien politique et technique.

La Tanzanie est confrontée à une crise sans précédent dont la résolution nécessitera des mesures extraordinaires.

Quelle suite après la « catastrophe nationale » en Tanzanie ?